

Qui est le  
souverain?

Réponse dans cette  
édition.

# LE CONSTITUANT

## ÉLISONS UNE CONSTITUANTE



**L'Association pour une Constituante (APUC) et le Cercle de Bourbon-l'Archambault mobilisent les citoyennes et les citoyens pour le plein exercice de leur souveraineté et pour que soit convoquée en France une Assemblée Constituante élue au suffrage universel direct.**

*“C'est de la reconstruction du corps social, de la communauté politique des citoyens aujourd'hui fracturée et de ce fait incapable de décider sereinement de son avenir, que pourra émerger un nouveau contrat social après un débat libre et raisonné.”* déclare André Bellon, Président de l'APUC

Dernière minute :

### Création du Cercle de Bourbon-l'Archambault

Des militants des droits de l'Homme et du Citoyen créent un cercle de travail au cœur du Bourbonnais!

#### **Une constituante, qu'est-ce au juste?**

*Une assemblée constituante est une assemblée spécialement chargée de rédiger une nouvelle Constitution : institutions, mode de désignation des gouvernants, mode d'expression de la souveraineté populaire, principes et valeurs qui gouvernent la société, etc. La France a connu plusieurs assemblées constituantes ; certaines ont été élues au suffrage universel direct (en 1848 et 1946), ce qui répond au nécessaire ancrage dans la souveraineté populaire. (APUC)*



### Editorial par Benoît

Quel est le but de toute société? Qui décide? Voilà assurément les deux questions que l'on doit se poser si l'on veut en fonder une.

La réponse, si l'on se pense démocrate, est simple: Dans la théorie du Droit Naturel, la démocratie présuppose que les décisions soient prises collectivement par la communauté des citoyennes et des citoyens. Dès lors, la souveraineté ne peut être que populaire.

Le but de toute société humaine devrait être la déclaration et la réalisation des droits imprescriptibles de l'Homme ; il devrait être de garantir à chacune et à chacun ses droits fondamentaux.

Mais peut-on former société quand certains ont beaucoup, voire trop, et quand d'autres n'ont rien ? Peut-on constituer un peuple lorsque certains ne peuvent exercer leur droit naturel d'être libre ? Celui de ne pas être dominé ? de résister à l'oppression ? Ou quand son existence même est menacée ?

Une guerre idéologique est en cours. Pour l'instant, comme le disait M. Buffet, c'est la classe des possédants qui est en train de gagner. Mais le fait même que l'on puisse aujourd'hui reparler de souveraineté est un signe que les temps changent. La bataille qui s'annonce sera rude contre les pouvoirs de l'argent roi. Mais la reconquête commence, et elle commence avec VOUS! Rojoignez-nous.

À ne pas manquer!

1<sup>ère</sup> REUNION  
PUBLIQUE

JEUDI 29 MARS 2018

18H30 à

La Fabrique

3 rue du château

(1er étage, au fond du couloir)

03160 Bourbon-  
l'Archambault

Entrez libres!

# L'HEURE DE LA SOUVERAINETÉ

par André Bellon et Anne-Cécile Robert, fondateurs de l'Association Pour Une Constituante.

Les élections se suivent et se ressemblent. A chaque fois, un nouvel élu, censé représenter le changement, incarne surtout la liquidation du précédent.

L'élection de 2017 est, cela étant, originale en ce sens qu'au lieu de remplacer un des deux grands partis par l'autre, elle fusionne les deux au travers du nouveau Président. Cela clarifie au moins un enjeu. Mais la fusion de deux rejets crée-t-elle une nouveauté ? Certes, le mot « renouveau » a été au cœur de la dernière présidentielle, mais la force du mot ne crée pas automatiquement la dynamique pour la solution nécessaire.

On peut, bien sûr, analyser les résultats électoraux, en déduire comme d'ordinaire les rapports de force à venir et les possibilités pour chaque parti ou groupe d'accéder au pouvoir. On peut considérer qu'il faut donner toutes ses chances au nouveau Président. Toutes ces interrogations sont naturelles et intéressantes, mais ne font-elles pas l'impasse sur les questions principales ?

## La légitimité

Certes, l'onction du scrutin présidentiel confère au chef de l'Etat l'autorité pour agir. Mais en a-t-il vraiment la légitimité ? Et pour mettre en œuvre quelle politique ? Outre la faiblesse de son résultat du premier tour (18,3% des inscrits) et l'ambiguïté du deuxième tour, l'absence de réels débats de fond dans une campagne présidentielle parasitée par les affaires et rythmée par l'incessant tintamarre des sondages, ne permettent pas de donner un fondement solide et une force démocratique à sa politique.

Le fractionnement inédit des votes du premier tour, éclatés en 4 blocs autour de 20%, voire cinq si on ajoute un bloc votes blancs/abstentions, laisse entendre que les électeurs n'ont été réellement convaincus par personne et que leur vote est, sur un fond de confusion, un mélange d'interrogation et de rejet, d'envie de changement et de besoin de se rassurer. Peut-on bâtir un pouvoir solide sur de telles bases ? Notons que cette question aurait été posée à n'importe lequel des élus si l'ordre du carré de tête avait été différent.

N'atteignons-nous pas ici les limites de nos institutions ? Voilà longtemps que la question des institutions est posée sans être prise au sérieux dans la totalité de ses implications. Si le caractère anti-démocratique de l'élection présidentielle est posé depuis longtemps (personnalisation, embrigadement des électeurs dans les écuries électorales, etc.), peut-on continuer à exiger du peuple qu'il remette son sort entre les mains d'une personne seule même si celle-ci prétend être la dernière de la lignée présidentielle ? N'est-il pas temps d'affronter la réalité qui émane des résultats eux-mêmes depuis 30 ans : la solution ne peut pas venir d'une trajectoire individuelle ; elle ne peut émaner que de la collectivité des citoyens.

Il ne s'agit donc pas de chercher à remporter des victoires dans une compétition avilissante et structurellement défavorable à l'organisation du débat républicain, mais de susciter et d'accompagner un mouvement de reconstruction du corps social, de la communauté politique des citoyens, aujourd'hui traversée de tensions, fracturée, et de ce fait incapable de décider sereinement de son avenir. C'est de cette communauté politique retrouvée que pourra réémerger un nouveau contrat social après un débat libre et raisonné.

La légitimité du pouvoir d'Etat, aujourd'hui fragilisée par les déformations du scrutin présidentiel, doit être retrouvée dans la prise de conscience des citoyens quant à leur rôle et à leur pouvoir : celui de souverain. Le peuple n'a pas besoin de guides. D'ailleurs il les rejette régulièrement, obstinément, les choisit (puisqu'il le faut bien) avant de les repousser puisque c'est la seule manière de s'en débarrasser.

**C'est au niveau le plus déconcentré que peut se réaffirmer le citoyen, dans les communes et dans les quartiers, dans les associations civiques.** La légitimité procède donc, dans cette vision, du bas vers le haut. Elle n'empêche pas alors la force de l'Etat qui en émerge, mais lui donne au contraire toute sa puissance. En effet, le peuple n'est pas une multitude, mais un rassemblement autour de l'intérêt général, donnant à la collectivité la légitimité nécessaire à l'action. C'est à recréer cette légitimité qu'il convient de s'atteler maintenant.

## Les enjeux

Le débat présidentiel a été non seulement réducteur, mais a globalement ignoré les enjeux principaux. Peut-il en être autrement puisque la parole vient du sommet qui sélectionne, aidé en cela par la presse, les questions auxquelles le citoyen a accès ?

L'intérêt général est dilué dans des discours comptables simplistes. L'intérêt national est soit marginalisé par des discours manichéens sur la mondialisation ou la question européenne, soit caricaturé par son assimilation au discours xénophobe du Front national. De ce fait, le peuple, pourtant constitutionnellement souverain, n'est plus considéré que comme un acteur d'opérette. La reconstitution du peuple français comme communauté politique sous la bannière des Droits de l'homme et du citoyen est pourtant un objectif fondamental dans un monde en profonde mutation, aux contradictions et aux alliances changeantes.

Il est grand temps de lier la reconstruction de la démocratie, et du peuple dont elle est un bien public, à la réaffirmation de l'intérêt général. Cet enjeu n'appartient à personne mais appartient à tous : c'est donc avec conviction, mais modestie, qu'il faut accompagner le peuple dans la recherche de lui-même, dans la quête de sa souveraineté retrouvée.

Le monde est en crise, la société française se délite. La souveraineté populaire, qui n'est que l'autre nom de la démocratie, est la clef face à une crise de régime sans précédent depuis longtemps. Sachons l'affirmer avant qu'il ne soit trop tard.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

## COMITÉ CENTRAL

# ÉLECTIONS A LA COMMUNE

### CITOYENS,

Notre mission est terminée ; nous allons céder la place dans votre Hôtel-de-Ville à vos nouveaux élus, à vos mandataires réguliers.

Aidés par votre patriotisme et votre dévouement, nous avons pu mener à bonne fin l'œuvre difficile entreprise en votre nom. Merci de votre concours persévérant ; la solidarité n'est plus un vain mot : le salut de la République est assuré.

Si nos conseils peuvent avoir quelque poids dans vos résolutions, permettez à vos plus zélés serviteurs de vous faire connaître, avant le scrutin, ce qu'ils attendent du vote aujourd'hui.

### CITOYENS,

Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisissez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux.

Déférez-vous autant des ambitieux que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt et finissent toujours par se considérer comme indispensables.

Déférez-vous également des paroleurs, incapables de passer à l'action ; ils sacrifieront tout à un discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. — Évitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du Peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. — Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages ; le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

Nous sommes convaincus que, si vous tenez compte de ces observations, vous aurez enfin inauguré la véritable représentation populaire, vous aurez trouvé des mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres.

Hôtel-de-Ville, 25 mars 1871.

Le Comité central de la Garde nationale :

AYOUB B. — AN ASSAID, D'ARGLA, AMI ANZOUZOU, BOUTE, JABO, ROBERT, EL-BACH, BAHOU D., BELABRAH, L. BOUMER, BLANCHET, CAPRON, CHIBTAN, C. DORVILLE, FARRER, FERRER, FLEURY, FOUQUERIE, C. GILLES, GONZALEZ, H. GERMEIL, GRELIER, GIBLARD, JONELIN, J. JOUBERT, LAVALETTE, HENRY (POMME), MALOUBAN, ROBERT BOUREAU, MORTIER, PERRIGNON, ROUSSEAU, SAUVAGE, VALLES.

## Association pour une Constituante

13 rue Rosa Bonheur 75010 Paris

<http://www.pouruneconstituante.fr/>

## Cercle de Bourbon-l'Archambault

Les Croptins 03160 Bourbon-l'Archambault

[cercledeboubrbon@outlook.fr](mailto:cercledeboubrbon@outlook.fr)



La Fabrique, c'est un lieu unique de 150 m<sup>2</sup> dans le centre de Bourbon-l'Archambault, un environnement lumineux et convivial où est présent un collectif de créateurs talentueux et où on peut également faire réparer son ordinateur !

Vous y trouverez des peintres, des cours, des stages à prix attractifs (comprenant le matériel), et de nombreuses créations y sont à découvrir.

Renseignements au 06 60 08 15 30 ou par email : [contact@lafabriquedesarts.fr](mailto:contact@lafabriquedesarts.fr)

[www.lafabriquedesarts.fr](http://www.lafabriquedesarts.fr)